



DEPARTEMENT
du VAUCLUSE

Arrondissement
d'AVIGNON

Commune
de
MONDRAGON

Envoyé en préfecture le 14/09/2022

Reçu en préfecture le 14/09/2022

Affiché le

ID : 084-218400786-20220912-78_2022-DE

Feuillet n° 111/2022

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 12 SEPTEMBRE 2022

L'an deux mille vingt-deux, et le douze septembre,

à 18 heures 30, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances,

Sous la présidence de Monsieur Christian PEYRON, Maire

Etaient présents, Messieurs :

*SANCHEZ B - MARSEILLES P - LEBEGUE J - MARCHAND G - TRAMIER J.F -
SABATIER T - CHARLES P - AIME N - CORNILLON D - BLANC D - MAUCCI D
Mesdames: ALTIER MA - BERNARD J - ROMANINI B - VICENTE V - ROS C -
GILLET N - RIGGIO B - MARCHAND A - LLORET S*

Procurations : BALBI F à PEYRON C

Absent(s) Excusé(s): ASTIER C - GARCIA A - CASTELAS M - TRUC Y - LOPEZ M

Mr CHARLES Patrice a été nommé secrétaire de séance.

NOMBRE DE MEMBRES

Afférents au Conseil: 27
En exercice : 27
Pris part à la Délibération : 22

DATE CONVOCATION

6 SEPTEMBRE 2022

**DATE D'AFFICHAGE DE
L'ORDRE DU JOUR**

6 SEPTEMBRE 2022

**OBJET DE LA
DELIBERATION**

**APPROBATION
DU PROCES-
VERBAL DE LA
SÉANCE DU
CONSEIL
MUNICIPAL DU
27 JUIN 2022**

Monsieur Le Maire soumet le procès-verbal de la séance du 27 Juin 2022 à l'approbation des conseillers municipaux.

Ces derniers sont invités à faire savoir s'ils ont des remarques à formuler sur ce compte-rendu avant son adoption définitive.

Il demande donc aux Membres de l'Assemblée de bien vouloir se prononcer sur cette question.

Le Conseil Municipal,
Où l'exposé de Monsieur le Maire,
Après en avoir délibéré,

N° 78/2022

**Voix pour : 22
Voix contre : 0
Abstention : 0**

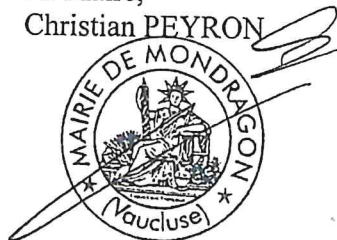
**Acte transmis en Préfecture
Le 14 SEP. 2022**

**et publication ou affichage
du 15 SEP. 2022**

APPROUVE à l'unanimité le procès-verbal de la séance du 27 Juin 2022.

Ainsi fait et délibéré,
Pour copie conforme,
Le Maire,
Christian PEYRON

Le délai de recours
contentieux devant le
Tribunal Administratif
territorialement
compétent contre la
présente délibération
est de deux mois.





DEPARTEMENT
du VAUCLUSE

Arrondissement
d'AVIGNON

Commune de MONDRAGON

Envoyé en préfecture le 28/09/2022

Reçu en préfecture le 28/09/2022

Affiché le

ID : 084-218400786-20220912-079_2022-DE

Feuillet n° 112/2022

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 12 SEPTEMBRE 2022

L'an deux mille vingt-deux, et le douze septembre,

à 18 heures 30, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances,

Sous la présidence de Monsieur Christian PEYRON, Maire

Etaient présents, Messieurs :

SANCHEZ B - MARSEILLES P - LEBEGUE J - MARCHAND G - TRAMIER J.F -
SABATIER T - CHARLES P - AIME N - CORNILLON D - BLANC D - MAUCCI D
Mesdames: ALTIER MA - BERNARD J - ROMANINI B - VICENTE V - ROS C -
GILLET N - GARCIA A - RIGGIO B - MARCHAND A - LLORET S

Procurations : BALBI F à PEYRON C

Absent(s) Excusé(s): ASTIER C - CASTELAS M - TRUC Y - LOPEZ M

Mr CHARLES Patrice a été nommé secrétaire de séance.

NOMBRE DE MEMBRES

Afférents au Conseil: 27
En exercice : 27
Pris part à la Délibération : 23

DATE CONVOCATION

6 SEPTEMBRE 2022

DATE D'AFFICHAGE DE L'ORDRE DU JOUR

6 SEPTEMBRE 2022

OBJET DE LA DELIBERATION

MISE EN PLACE
DE LA
NOMENCLATURE
M57 A COMPTER
DU 1ER JANVIER
2023

N° 79/2022

Voix pour : 22
Voix contre : 0
Abstention : 1

Acte transmis en Préfecture
Le 28 SEP. 2022

et publication ou affichage
du 29 SEP. 2022

Le délai de recours
contentieux devant le
Tribunal Administratif
territorialement
compétent contre la
présente délibération
est de deux mois.



En application de l'article 106 de la loi n° 2015-9941 du 7 Août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe), les collectivités territoriales et leurs établissements publics peuvent, par délibération de l'assemblée délibérante, choisir d'adopter le cadre fixant les règles budgétaires et comptables M57 applicables aux métropoles.

Cette instruction, qui est la plus récente, résulte d'une concertation étroite intervenue entre la Direction Générale des Collectivités Locales (DGCL), la Direction Générale des Finances Publiques (DGFIP), les associations d'élus et les acteurs locaux. Destinée à être généralisée, la M57 deviendra le référentiel de droit commun de toutes les collectivités locales d'ici au 1er Janvier 2024.

Reprenant sur le plan budgétaire les principes communs aux trois référentiels M14 (Communes et Etablissements publics de coopération intercommunale), M52 (Départements) et M71 (Régions), elle a été conçue pour retracer l'ensemble des compétences exercées par les collectivités territoriales. Le budget M57 est ainsi voté soit par nature, soit par fonction avec une présentation croisée selon le mode de vote qui n'a pas été retenu.

Le référentiel budgétaire et comptable M57 étend en outre à toutes les collectivités les règles budgétaires assouplies dont bénéficient déjà les Régions, offrant une plus grande marge de manœuvre aux gestionnaires. C'est notamment le cas en termes de gestion pluriannuelle des crédits avec, en fonctionnement, la création plus étendue des autorisations d'engagement mais également, à chaque étape de décision, le vote des autorisations en lecture directe au sein des documents budgétaires.

Par ailleurs, une faculté est donnée à l'organe délibérant de déléguer à l'exécutif la possibilité de procéder, dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chacune des sections, à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel. Ces mouvements font alors l'objet d'une communication à l'assemblée au plus proche conseil suivant cette décision.

Compte tenu de ce contexte réglementaire et de l'optimisation de gestion qu'elle introduit, il est proposé d'adopter la mise en place de la nomenclature budgétaire et comptable et l'application de la M57, pour le Budget Principal, à compter du 1^{er} Janvier 2023.

Dans le cadre de la mise en place de la M57, de nouveaux articles en investissement sont issus de cette nomenclature. Il conviendra donc de mettre à jour la délibération n° 3/2019 sur les durées d'amortissement et les nouvelles imputations issues de la M57, ainsi que l'aménagement de la règle du prorata temporis pour les nouvelles immobilisations faisant l'objet d'un suivi globalisé à l'inventaire.

Cet aménagement de règle s'applique pour les subventions d'équipement versées et les biens de faible valeur c'est-à-dire ceux dont le coût unitaire est inférieur au seuil de 1 000 € TTC et qui font l'objet d'un suivi globalisé.

Le compte 1069 « Reprise 1997 sur l'excédent capitalisé - Neutralisation de l'excédent des charges sur les produits » est un compte non budgétaire créé aux plans de comptes M14 (Communes et établissements publics communaux et intercommunaux à caractère administratif), M52 (Départements) et M61 (Services départementaux d'incendie et de secours) à l'occasion de réformes budgétaires et comptables afin de neutraliser l'impact budgétaire de la première application des règles de rattachement des charges et produits à l'exercice.

Ce compte n'existant pas au plan de compte M57, il doit, par conséquent, être apuré lorsqu'il présente un solde en comptabilité, sur le ou les exercices précédant le passage en M57 au vu d'une délibération de l'organe délibérant. Budgétairement, cette opération se traduit par l'émission d'un mandat d'ordre mixte au débit du compte 1068 « Excédents de fonctionnement capitalisés » par le crédit du compte 1069. Cette méthode nécessite de disposer des crédits budgétaires sur l'exercice précédant l'adoption de la M57.

Après échange avec le Comptable public, la commune ne possède pas de solde au compte 1069 et n'a donc pas d'écriture d'apurement à réaliser.

L'instruction comptable et budgétaire M57 permet enfin de disposer de plus de souplesse budgétaire puisqu'elle autorise le conseil municipal à déléguer au maire la possibilité de procéder à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans la limite de 7,5% du montant des dépenses réelles de chacune des sections (article L. 5217-10-6 du CGCT). Dans ce cas, le maire informe l'assemblée délibérante de ces mouvements de crédits lors de sa plus proche séance.

Envoyé en préfecture le 28/09/2022

Reçu en préfecture le 28/09/2022

Affiché le

Berger
Levrault

ID : 084-218400786-20220912-079_2022-DE

15/10/2022

A titre d'information, le budget primitif 2021 s'élève à 4 346 517.71€ en section de fonctionnement et à 3 224 621.46 € en section d'investissement. La règle de fongibilité des crédits aurait porté en 2022 sur 325 988.83€ en fonctionnement et sur 241 846.61€ en investissement.

Ceci étant exposé, il est demandé aux membres de l'Assemblée de bien vouloir :

Article 1 : adopter la mise en place de la nomenclature budgétaire et comptable de la M57, pour le Budget principal de la commune de Mondragon, à compter du 1^{er} Janvier 2023.

Article 2 : conserver un vote par nature et par chapitre globalisé à compter du 1^{er} Janvier 2023.

Article 3 : s'engager à mettre à jour la délibération n° 3/2019 du 21 Janvier 2019 sur les durées d'amortissements et l'incorporation des nouveaux articles issus de la nomenclature M57, le calcul de l'amortissement pour chaque catégorie d'immobilisations au prorata temporis et l'aménagement de la règle du prorata temporis dans la logique d'une approche par enjeux, pour les subventions d'équipement versées et les biens de faible valeur, c'est-à-dire ceux dont le coût unitaire est inférieur au seuil de 1 000,00 € TTC, ces biens de faible valeur étant amortis en une annuité unique au cours de l'exercice suivant leur acquisition.

Article 4 : autoriser le Maire à procéder, à compter du 1^{er} Janvier 2023, à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, et ce, dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chacune des sections.

Article 5 : autoriser le Maire ou son représentant délégué à signer tout document permettant l'application de la présente délibération.

Le Conseil Municipal,
Où l'exposé de Monsieur le Maire,
Après en avoir délibéré,

DÉCIDE :

Article 1 : adopter la mise en place de la nomenclature budgétaire et comptable de la M57, pour le Budget principal de la Ville de Mondragon, à compter du 1^{er} Janvier 2023.

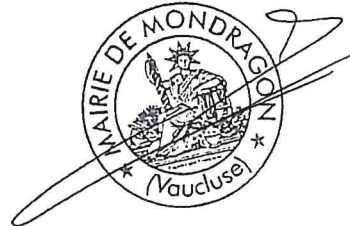
Article 2 : conserver un vote par nature et par chapitre globalisé à compter du 1^{er} Janvier 2023.

Article 3 : s'engager à mettre à jour de la délibération n° 3/2019 du 21 Janvier 2019 sur les durées d'amortissements et l'incorporation des nouveaux articles issus de la nomenclature M57, le calcul de l'amortissement pour chaque catégorie d'immobilisations au prorata temporis et l'aménagement de la règle du prorata temporis dans la logique d'une approche par enjeux, pour les subventions d'équipement versées et les biens de faible valeur, c'est-à-dire ceux dont le coût unitaire est inférieur au seuil de 1 000,00 € TTC, ces biens de faible valeur étant amortis en une annuité unique au cours de l'exercice suivant leur acquisition.

Article 4 : autoriser le Maire à procéder, à compter du 1^{er} Janvier 2023, à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, et ce, dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chacune des sections.

Article 5 : autoriser le Maire ou son représentant délégué à signer tout document permettant l'application de la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré,
Pour copie conforme,
Le Maire,
Christian PEYRON





DEPARTEMENT
du VAUCLUSE

Arrondissement
d'AVIGNON

Commune de MONDRAGON

Envoyé en préfecture le 14/09/2022

Reçu en préfecture le 14/09/2022

Affiché le

ID : 084-218400786-20220912-80_2022-DE

Feuillet n° 114/2022

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 12 SEPTEMBRE 2022

L'an deux mille vingt-deux, et le douze septembre,
à 18 heures 30, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement
convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel
de ses séances,

Sous la présidence de Monsieur Christian PEYRON, Maire

Etaient présents, Messieurs :

SANCHEZ B - MARSEILLES P - LEBEGUE J - MARCHAND G - TRAMIER J.F -
SABATIER T - CHARLES P - AIME N - CORNILLON D - BLANC D - MAUCCI D
Mesdames: ALTIER MA - BERNARD J - ROMANINI B - VICENTE V - ROS C -
GILLET N - GARCIA A - RIGGIO B - MARCHAND A - LLORET S

Procurations : BALBI F à PEYRON C

Absent(s) Excusé(s): ASTIER C - CASTELAS M - TRUC Y - LOPEZ M

Mr CHARLES Patrice a été nommé secrétaire de séance.

NOMBRE DE MEMBRES

Afférents au Conseil: 27
En exercice : 27
Pris part à la Délibération : 23

DATE CONVOCATION

6 SEPTEMBRE 2022

DATE D'AFFICHAGE DE L'ORDRE DU JOUR

6 SEPTEMBRE 2022

OBJET DE LA DELIBERATION

CRÉATION D'UN
POSTE NON
PERMANENT POUR
LE
REMPLACEMENT
D'UN
FONCTIONNAIRE
OU D'UN AGENT
CONTRACTUEL
ABSENT

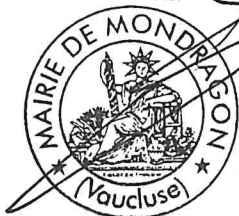
N° 80/2022

Voix pour : 23
Voix contre : 0
Abstention : 0

Acte transmis en Préfecture
Le 14 SEP. 2022

et publication ou affichage
du 15 SEP. 2022

Le délai de recours
contentieux devant le
Tribunal Administratif
territorialement
compétent contre la
présente délibération
est de deux mois.



Monsieur le Maire informe l'Assemblée délibérante qu'aux termes de la loi n°84-53 du 26 Janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale modifiée et notamment ses articles 34 et 97, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement. Ainsi, il appartient à l'assemblée délibérante de déterminer l'effectif des emplois à temps complet et temps non complet nécessaire au fonctionnement des services.

Vu la loi n°84-53 du 26 Janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu le décret n°88-145 pris pour l'application de l'article 136 de la loi 84-53 du 26 Janvier 1984 modifiée portant disposition statutaire relative à la fonction publique territoriale et relatif aux agents non titulaires de la fonction publique territoriale,

Vu le budget communal,

Vu le tableau des effectifs,

Vu la délibération relative au régime indemnitaire.

Considérant la nécessité de créer un emploi non permanent compte tenu du nombre de remplacement à pourvoir pour l'année 2022-2023 dans le service animation lié à des demandes d'emploi à temps partiel.

Ainsi, en raison des missions à effectuer, il est autorisé le recrutement d'un agent contractuel de droit public pour faire face temporairement à un besoin lié au remplacement de fonctionnaires à temps non complet dans les conditions fixées à l'article 3-1 de la loi susvisée.

Envoyé en préfecture le 14/09/2022

Reçu en préfecture le 14/09/2022

Affiché le



ID : 084-218400786-20220912-80_2022-DE

Ce contrat est conclu pour une durée hebdomadaire de service de 15/35^{ème} pour une durée de 12 mois à compter du 1^{er} Octobre 2022.

L'emploi sera classé dans la catégorie hiérarchique C.

La rémunération sera fixée par référence à l'indice brut 387 indice majoré 354, à laquelle s'ajoutent les suppléments, indemnités et régime indemnitaire en vigueur.

La dépense correspondante sera inscrite au budget de la Commune.

Monsieur le Maire demande aux Membres de l'Assemblée de bien vouloir se prononcer sur cette question.

Le Conseil Municipal,
Où l'exposé de Monsieur le Maire,
Après en avoir délibéré,

DÉCIDE à l'unanimité la création à compter du 1^{er} Octobre 2022 d'un emploi non permanent sur le grade d'adjoint d'animation dont la durée hebdomadaire de service est de 15/35^{ème} et de l'autoriser à recruter un agent contractuel pour une durée de 12 mois suite au remplacement de fonctionnaires sollicitant des emplois à temps non complet du service animation.

DÉCIDE de modifier le tableau des effectifs en conséquence et d'inscrire au budget de la Commune les crédits correspondants.

Ainsi fait et délibéré,
Pour copie conforme,
Le Maire,
Christian PEYRON





DEPARTEMENT
du VAUCLUSE

Arrondissement
d'AVIGNON

Commune de MONDRAGON

Envoyé en préfecture le 14/09/2022

Reçu en préfecture le 14/09/2022

Affiché le

Berger
Levrault

ID : 084-218400786-20220912-81_2022-DE

Feuillet n° 115/2022

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 12 SEPTEMBRE 2022

L'an deux mille vingt-deux, et le douze septembre,
à 18 heures 30, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement
convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel
de ses séances,

Sous la présidence de Monsieur Christian PEYRON, Maire

Etaient présents, Messieurs :

SANCHEZ B - MARSEILLES P - LEBEGUE J - MARCHAND G - TRAMIER J.F -
SABATIER T - CHARLES P - AIME N - CORNILLON D - BLANC D - MAUCCI D
Mesdames: ALTIER MA - BERNARD J - ROMANINI B - VICENTE V - ROS C -
GILLET N - GARCIA A - RIGGIO B - MARCHAND A - LLORET S

Procurations : BALBI F à PEYRON C

Absent(s) Excusé(s): ASTIER C - CASTELAS M - TRUC Y - LOPEZ M

Mr CHARLES Patrice a été nommé secrétaire de séance.

NOMBRE DE MEMBRES

Afférents au Conseil: 27
En exercice : 27
Pris part à la Délibération : 23

DATE CONVOCATION

6 SEPTEMBRE 2022

DATE D'AFFICHAGE DE L'ORDRE DU JOUR

6 SEPTEMBRE 2022

OBJET DE LA DELIBERATION

CRÉATION D'UN
EMPLOI NON
PERMANENT
POUR UN
ACCROISSEMENT
TEMPORAIRE
D'ACTIVITÉ

N° 81/2022

Voix pour : 23
Voix contre : 0
Abstention : 0

Acte transmis en Préfecture
Le 14 SEP. 2022

et publication ou affichage
du 15 SEP. 2022

Le délai de recours
contentieux devant le
Tribunal Administratif
territorialement
compétent contre la
présente délibération
est de deux mois.



Vu la loi n°83-634 du 13 Juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu l'article 34 de la loi n°84-53 du 26 Janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,

Vu le décret n°88-145 du 15 Février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 Janvier 1984 précitée,

Monsieur Le Maire rappelle que l'article 3, de la loi n° 84-53 du 26 Janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale autorise le recrutement sur des emplois non permanents d'agents contractuels pour un accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de douze mois sur une période consécutive de dix-huit mois, renouvellement compris.

Monsieur Le Maire expose également qu'il est nécessaire de renforcer l'équipe d'animation durant les temps périscolaires en raison d'un accroissement des demandes des familles mondragonnaises. Ces tâches ne peuvent être réalisées par les seuls agents permanents de la collectivité compte tenu du respect des taux d'encadrement.

Ainsi, au regard des besoins évoqués, il propose de créer, à compter du 1^{er} Septembre 2022, un emploi non permanent sur le grade d'adjoint d'animation dont la durée hebdomadaire de service est de 24.5/35ème et de l'autoriser à recruter un agent contractuel pour une durée de 12 mois sur une période de 18 mois suite à un accroissement temporaire d'activité du service éducation et animation.

La rémunération sera fixée par référence à l'indice brut 367 indice majoré 352, à laquelle s'ajoutent les suppléments et indemnités en vigueur.

La dépense correspondante sera inscrite au budget de la Commune.

Envoyé en préfecture le 14/09/2022

Reçu en préfecture le 14/09/2022

Affiché le

ID : 084-218400786-20220912-81_2022-DE

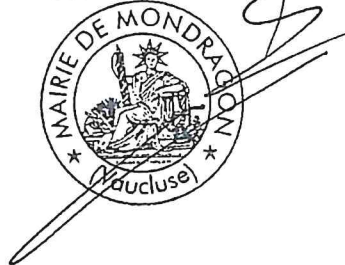


Il demande aux Membres de l'Assemblée de bien vouloir se prononcer sur cette question.

Le Conseil Municipal,
Où l'exposé de Monsieur le Maire,
Après en avoir délibéré,

DÉCIDE à l'unanimité la création à compter du 1^{er} Septembre 2022 d'un emploi non permanent sur le grade d'adjoint d'animation dont la durée hebdomadaire de service est de 24.5/35ème et de l'autoriser à recruter un agent contractuel pour une durée de 12 mois sur une période de 18 mois suite à un accroissement temporaire d'activité du service éducation et animation.

Ainsi fait et délibéré,
Pour copie conforme,
Le Maire,
Christian PEYRON





DEPARTEMENT
du VAUCLUSE

Arrondissement
d'AVIGNON

Commune de MONDRAGON

Envoyé en préfecture le 14/09/2022

Reçu en préfecture le 14/09/2022

Affiché le

ID : 084-218400786-20220912-82_2022-DE

Feuillet n° 116/2022

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 12 SEPTEMBRE 2022

L'an deux mille vingt-deux, et le douze septembre,

à 18 heures 30, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances,

Sous la présidence de Monsieur Christian PEYRON, Maire

Etaient présents, Messieurs :

SANCHEZ B - MARSEILLES P - LEBEGUE J - MARCHAND G - TRAMIER J.F -
SABATIER T - CHARLES P - AIME N - CORNILLON D - BLANC D - MAUCCI D
Mesdames: ALTIER MA - BERNARD J - ROMANINI B - VICENTE V - ROS C -
GILLET N - GARCIA A - RIGGIO B - MARCHAND A - LLORET S

Procurations : BALBI F à PEYRON C

Absent(s) Excusé(s): ASTIER C - CASTELAS M - TRUC Y - LOPEZ M

Mr CHARLES Patrice a été nommé secrétaire de séance.

NOMBRE DE MEMBRES

Afférents au Conseil: 27
En exercice : 27
Pris part à la Délibération : 23

DATE CONVOCATION

6 SEPTEMBRE 2022

DATE D'AFFICHAGE DE L'ORDRE DU JOUR

6 SEPTEMBRE 2022

OBJET DE LA DELIBERATION

CRÉATION DE
POSTE D'UN
TECHNICIEN
ET
MODIFICATION
DU TABLEAU
DES EFFECTIFS

N° 82/2022

Voix pour : 23
Voix contre : 0
Abstention : 0

Acte transmis en Préfecture
Le 14 SEP. 2022

et publication ou affichage
du 15 SEP. 2022

Le délai de recours
contentieux devant le
Tribunal Administratif
territorialement
compétent contre la
présente délibération
est de deux mois.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la Loi n°83-634 du 13 Juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la Loi n°84-53 du 26 Janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,

Vu le décret n°86-68 du 13 Janvier 1986, relatif aux positions des fonctionnaires territoriaux,

Vu le décret n°92-1194 du 4 novembre 1992 relatif aux agents stagiaires de la Fonction Publique Territoriale,

Vu le décret n° 2010-1357 du 9 Novembre 2010 portant statut particulier du cadre d'emplois des techniciens.

Vu les lignes directrices de gestion fixées par la Commune.

Le Maire expose aux Membres de l'Assemblée, que dans le cadre de la promotion interne, un agent a été nommé sur la liste d'aptitude au grade de technicien établie par le Centre de Gestion de Vaucluse en date du 14 Juin 2022.

Considérant que le grade à créer est en adéquation avec les fonctions assurées par l'agent concerné, il est proposé de créer le poste de technicien à temps complet à compter du 1^{er} Novembre 2022.

Il demande aux Membres de l'Assemblée de bien vouloir se prononcer sur cette question.

Le Conseil Municipal,
Où l'exposé de Monsieur le Maire,
Après en avoir délibéré,



Envoyé en préfecture le 14/09/2022

Reçu en préfecture le 14/09/2022

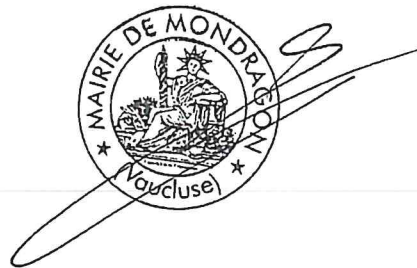
Affiché le



ID : 084-218400786-20220912-82_2022-DE

DÉCIDE à l'unanimité de créer le poste de technicien à compter du 1^{er} Novembre 2022 et de modifier le tableau des effectifs en conséquence.

Ainsi fait et délibéré,
Pour copie conforme,
Le Maire,
Christian PEYRON





DEPARTEMENT
du VAUCLUSE

Arrondissement
d'AVIGNON

Commune de MONDRAGON

Envoyé en préfecture le 14/09/2022

Reçu en préfecture le 14/09/2022

Affiché le

Berger
Levrault

ID : 084-218400786-20220912-83_2022-DE

Feuillet n° 117/2022

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 12 SEPTEMBRE 2022

L'an deux mille vingt-deux, et le douze septembre,

à 18 heures 30, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances,

Sous la présidence de Monsieur Christian PEYRON, Maire

Etaient présents, Messieurs :

SANCHEZ B - MARSEILLES P - LEBEGUE J - MARCHAND G - TRAMIER J.F -
SABATIER T - CHARLES P - AIME N - CORNILLON D - BLANC D - MAUCCI D
Mesdames: ALTIER MA - BERNARD J - ROMANINI B - VICENTE V - ROS C -
GILLET N - GARCIA A - RIGGIO B - MARCHAND A - LLORET S

Procurations : BALBI F à PEYRON C

Absent(s) Excusé(s): ASTIER C - CASTELAS M - TRUC Y - LOPEZ M

Mr CHARLES Patrice a été nommé secrétaire de séance.

NOMBRE DE MEMBRES

Afférents au Conseil: 27
En exercice : 27
Pris part à la Délibération : 23

DATE CONVOCATION

6 SEPTEMBRE 2022

DATE D'AFFICHAGE DE L'ORDRE DU JOUR

6 SEPTEMBRE 2022

OBJET DE LA DELIBERATION

CONVENTION
DE GESTION
TRANSPORT
SCOLAIRE DE
MONDRAGON
AVEC LA CCRLP
AVENANT N°1

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.5214-16 IV indiquant que l'intérêt communautaire est déterminé par délibération à la majorité des deux tiers de l'assemblée délibérante,

Vu la délibération D2021_20 du 16 Février 2021 modifiant les statuts de la CCRLP afin de procéder au transfert de la compétence transport et mobilité,

Vu les délibérations du Conseil Municipal du 15 Mars 2021 et 19 Avril 2021 relatives aux statuts de la communauté de communes.

Vu la convention de gestion conclue entre la commune de Mondragon et la CCRLP validée par délibérations de la commune de Mondragon en date du 13 Septembre 2021 et en date du 13 Juillet 2021 par la Communauté de Communes Rhône Lez Provence,

Vu l'avenant N°1 de la convention de gestion transport scolaire de Mondragon tel qu'annexé.

Considérant que la commune a souhaité assurer la continuité de l'accompagnement du transport scolaire des élèves sur son territoire communal,

Considérant qu'il convenait de mettre en place une coopération entre la commune et la Communauté de Communes.

Considérant qu'à cette fin, il a été proposé d'élaborer une convention de gestion visant à préciser les conditions dans laquelle la commune de Mondragon assurera l'accompagnement du transport scolaire des élèves sur son territoire communal.

N° 83/2022

Voix pour : 23
Voix contre : 0
Abstention : 0

Acte transmis en Préfecture
Le 14 SEP. 2022

et publication ou affichage
du 15 SEP. 2022

Le délai de recours
contentieux devant le
Tribunal Administratif
territorialement
compétent contre la
présente délibération
est de deux mois.



Considérant que la convention de gestion prévoyait initialement une somme transitoire fixée par les éléments déclaratifs de la commune,

Considérant que le montant déclaré auprès de la CLECT est à présent arrêté à la somme de 19 824.83€ au titre d'une année complète.

Il convient d'approuver l'avenant n°1 de convention de gestion de transport scolaire de Mondragon avec la CCRLP.

Il est proposé au conseil municipal :

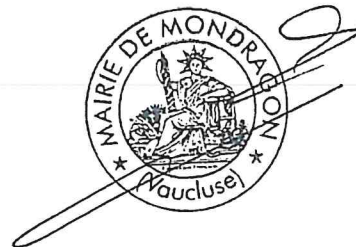
- **D'APPROUVER** les termes de l'avenant n°1 de la convention de gestion de services pour l'exercice de l'accompagnement du transport scolaire des élèves sur le territoire communal
- **D'AUTORISER** le Maire à signer cet avenant à la convention avec la Communauté de Communes Rhône Lez Provence ainsi que toutes les pièces subséquentes

Le Conseil Municipal,
Où l'exposé de Monsieur le Maire,
Après en avoir délibéré,

DÉCIDE à l'unanimité d'approuver les termes de l'avenant n°1 de la convention de gestion de services pour l'exercice de l'accompagnement du transport scolaire des élèves sur le territoire communal.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer cet avenant avec la Communauté de Communes Rhône Lez Provence ainsi que toutes les pièces subséquentes.

Ainsi fait et délibéré,
Pour copie conforme,
Le Maire,
Christian PEYRON





DEPARTEMENT
du VAUCLUSE

Arrondissement
d'AVIGNON

Commune de MONDRAGON

Envoyé en préfecture le 14/09/2022

Reçu en préfecture le 14/09/2022

Affiché le

ID : 084-218400786-20220912-84_2022-DE

Feuillet n° 118/2022

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 12 SEPTEMBRE 2022

L'an deux mille vingt-deux, et le douze septembre,

à 18 heures 30, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances,

Sous la présidence de Monsieur Christian PEYRON, Maire

Etaient présents, Messieurs :

SANCHEZ B - MARSEILLES P - LEBEGUE J - MARCHAND G - TRAMIER J.F -
SABATIER T - CHARLES P - AIME N - CORNILLON D - BLANC D - MAUCCI D
Mesdames: ALTIER MA - BERNARD J - ROMANINI B - VICENTE V - ROS C -
GILLET N - GARCIA A - RIGGIO B - MARCHAND A - LLORET S

Procurations : BALBI F à PEYRON C

Absent(s) Excusé(s): ASTIER C - CASTELAS M - TRUC Y - LOPEZ M

Mr CHARLES Patrice a été nommé secrétaire de séance.

Vu l'article L.2224-13 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'arrêté Préfectoral du 23 Décembre 2016 modifiant les statuts de la Communauté de Communes Rhône Lez Provence,

Vu l'ordonnance n° 2004-566 du 17 Juin 2004 portant modification de la loi n°85-704 du 12 Juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée en ce qu'elle dispose que, « lorsque la réalisation, la réutilisation ou la réhabilitation d'un ouvrage ou d'un ensemble d'ouvrage relève simultanément de la compétence de plusieurs maîtres d'ouvrage, ces derniers peuvent désigner, par convention, celui d'entre eux qui assurera la maîtrise d'ouvrage de l'opération »,

Vu la délibération du Conseil Communautaire de la CCRLP en date du 1^{er} Juin 2021 approuvant la convention de maîtrise d'ouvrage de la garderie périscolaire de Mondragon,

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 21 Juin 2021 approuvant la convention de maîtrise d'ouvrage de la garderie périscolaire de Mondragon.

Considérant que le projet de construction de l'Accueil de Loisirs et garderie périscolaire a été validé en Conseil Municipal du 5 Février 2021,

Considérant que la CCRLP exerce depuis le 9 juillet 2018 la compétence « Construction, aménagement, entretien et gestion des équipements d'enseignement pré-élémentaires et élémentaires » et que les locaux liés aux services périscolaires sont eux aussi d'intérêt communautaire,

NOMBRE DE MEMBRES

Afférents au Conseil: 27
En exercice : 27
Pris part à la Délibération : 23

DATE CONVOCATION

6 SEPTEMBRE 2022

DATE D'AFFICHAGE DE L'ORDRE DU JOUR

6 SEPTEMBRE 2022

OBJET DE LA DELIBERATION

Avenant n°1 à la
convention de
maîtrise d'ouvrage
unique entre la
Commune et la
CCRLP - Création
d'un Accueil de
Loisirs Sans
Hébergement et la
Garderie
Périscolaire

N° 84/2022

Voix pour : 23

Voix contre : 0

Abstention : 0

Acte transmis en Préfecture

Le 14 SEP. 2022

et publication ou affichage

du 15 SEP. 2022

Le délai de recours
contentieux devant le
Tribunal Administratif
territorialement
compétent contre la
présente délibération
est de deux mois.



Considérant que le budget prévisionnel de l'opération de construction de la structure est revu à la hausse compte tenu de l'augmentation des prix des matériaux de construction,

Considérant que l'article 7 de la convention de maîtrise d'ouvrage entre la commune et la Communauté de Communes Rhône Lez Provence pour la construction de l'Accueil de Loisirs Sans Hébergement et la garderie périscolaire prévoit la possibilité de réaliser un avenant en cas de baisse ou hausse du coût du projet tel qu'annexé,

Considérant qu'il convient de revoir les conditions financières fixées à l'article 6 de ladite convention. Le budget prévisionnel de l'opération est à présent estimé à 1 365 436€ HT en lieu et place des 1 194 000€ HT prévus initialement, soit une augmentation de 171 436€ HT.

Il est donc proposé un avenant n°1 portant sur l'article 6 de la convention modifié comme suit :

« Le budget prévisionnel de la construction de la structure est estimé à 1 365 436€ HT.

Les locaux occupés par le service de garderie périscolaire représentent 33.50% de la surface totale de la structure.

La participation prévisionnelle de la Communauté de Communes Rhône Lez Provence est donc portée à 457 421€06 HT.

Ce montant financier prévisionnel sera actualisé au vu des justificatifs fournis pour le paiement. »

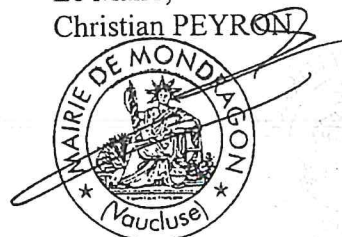
Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal de bien vouloir se prononcer sur cette question,

Le Conseil Municipal,
Où l'exposé de Monsieur le Maire,
Après en avoir délibéré,

DÉCIDE à l'unanimité d'approuver l'avenant n°1 de la convention de maîtrise d'ouvrage entre la commune et la Communauté de Communes Rhône Lez Provence pour la construction de l'Accueil de Loisirs Sans Hébergement et la garderie périscolaire.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer l'ensemble des pièces se rapportant à ce dossier.

Ainsi fait et délibéré,
Pour copie conforme,
Le Maire,
Christian PEYRON





DEPARTEMENT
du VAUCLUSE

Arrondissement
d'AVIGNON

Commune de MONDRAGON

Envoyé en préfecture le 14/09/2022

Reçu en préfecture le 14/09/2022

Affiché le

ID : 084-218400786-20220912-85_2022-DE

Feuillet n° 119/2022

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 12 SEPTEMBRE 2022

L'an deux mille vingt-deux, et le douze septembre,

à 18 heures 30, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances,

Sous la présidence de Monsieur Christian PEYRON, Maire

Etaient présents, Messieurs :

SANCHEZ B - MARSEILLES P - LEBEGUE J - MARCHAND G - TRAMIER J.F -
SABATIER T - CHARLES P - AIME N - CORNILLON D - BLANC D - MAUCCI D
Mesdames: ALTIER MA - BERNARD J - ROMANINI B - VICENTE V - ROS C -
GILLET N - GARCIA A - RIGGIO B - MARCHAND A - LLORET S

Procurations : BALBI F à PEYRON C

Absent(s) Excusé(s): ASTIER C - CASTELAS M - TRUC Y - LOPEZ M

Mr CHARLES Patrice a été nommé secrétaire de séance.

Monsieur le Maire quitte la salle et ne prend pas part au vote.

La délibération n°61/2022 du Conseil Municipal a appelé une observation au titre du contrôle de légalité.

Il est sollicité l'octroi de la protection fonctionnelle de la commune, consécutivement à un dépôt de plainte avec constitution de partie civile auprès du doyen des juges d'instruction, pour diffamation, à l'encontre d'un groupe public sur les réseaux sociaux. Monsieur le Maire est victime de messages sur le site FACEBOOK, dont certains sont diffamatoires au sens de la loi du 29 Juillet 1881.

La présente plainte porte sur une publication éditée sur le 8 Avril 2022, accusant le Maire d'effectuer des dépenses et des voyages personnels au moyen de deniers publics. Ces accusations portent atteinte à l'honneur et à la considération tant du Maire que de la commune.

Pour rappel, la protection fonctionnelle des élus municipaux est notamment régie par les dispositions de l'article L.2123-35 du Code général des collectivités territoriales, qui prévoient que « La commune est tenue de protéger le Maire ou les élus municipaux contre les violences, menaces ou outrages dont ils pourraient être victimes à l'occasion ou du fait de leurs fonctions et de réparer, le cas échéant, le préjudice qui en est résulté. [...] ».

Sur ce fondement, la ville est tenue de protéger les élus précités contre les menaces, violences, voies de fait, injures, diffamations ou outrages dont ils pourraient être victimes à l'occasion de leurs fonctions, dès lors que l'attaque portée concerne l'exercice des fonctions et qu'il ne s'agit pas d'une faute personnelle détachable de l'exercice des fonctions. A ce titre, la commune est tenue de souscrire, dans un contrat d'assurance, une garantie visant à couvrir le conseil juridique, l'assistance psychologique et les coûts qui résultent de l'obligation de protection à l'égard du Maire et des élus concernés

NOMBRE DE MEMBRES

Afférents au Conseil: 27
En exercice : 27
Pris part à la Délibération : 21

DATE CONVOCATION

6 SEPTEMBRE 2022

DATE D'AFFICHAGE DE L'ORDRE DU JOUR

6 SEPTEMBRE 2022

OBJET DE LA DELIBERATION

OCTROI DE LA
PROTECTION
FONCTIONNELLE
DE LA COMMUNE
A MONSIEUR LE
MAIRE
DIFFAMATION
PUBLIQUE.
ABROGE ET
REPLACE

N° 85/2022

Voix pour : 20
Voix contre : 0
Abstention : 1

Acte transmis en Préfecture
Le 14 SEP. 2022

et publication ou affichage
du

Le délai de recours
contentieux devant le
Tribunal Administratif
territorialement
compétent contre la
présente délibération
est de deux mois.



La réparation couvre les frais de procédure, dépens et frais irrépétibles (honoraires d'avocat, frais de consignation, d'expertise ...), ainsi que les dommages-intérêts civils prononcés, le cas échéant, par le juge, à charge pour l'élu de restituer l'équivalent des sommes qu'il aurait perçues de la part de la partie adverse.

Il est demandé au conseil municipal d'octroyer à Monsieur PEYRON, en sa qualité de Maire de Mondragon, la protection fonctionnelle de la commune, dans le cadre d'une plainte avec constitution de partie civile qu'il souhaite déposer à l'encontre de l'auteur de la publication pour diffamation publique.

Il est également proposé que la commune se joigne à cette plainte, l'accusation portant sur le fait que le Maire utilise, à des fins personnelles, les deniers communaux.

La délibération n°61/2022 du Conseil Municipal sera abrogée.

Il demande aux Membres de l'Assemblée de bien vouloir se prononcer sur cette question.

Le Conseil Municipal,
Où l'exposé de Monsieur le premier Adjoint,
Après en avoir délibéré,

DÉCIDE d'octroyer à Monsieur PEYRON, en sa qualité de Maire de Mondragon, la protection fonctionnelle de la commune, dans le cadre d'une plainte avec constitution de partie civile qu'il souhaite déposer à l'encontre de l'auteur de la publication pour diffamation publique.

AUTORISE que la Commune se joigne à cette plainte, l'accusation portant sur le fait que le Maire utilise, à des fins personnelles, les deniers communaux.

ABROGE la délibération n°61/2022 du 16 Mai 2022 et la remplace par celle-ci.

Ainsi fait et délibéré,
Pour copie conforme,
L'Adjoint au Maire,
Benoît SANCHEZ





DEPARTEMENT
du VAUCLUSE

Arrondissement
d'AVIGNON

Commune de MONDRAGON

Envoyé en préfecture le 14/09/2022

Reçu en préfecture le 14/09/2022

Affiché le

ID : 084-218400786-20220912-86_2022-DE

Berger
Levrault

Feuillet n° 120/2022

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 12 SEPTEMBRE 2022

L'an deux mille vingt-deux, et le douze septembre,

à 18 heures 30, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances,

Sous la présidence de Monsieur Christian PEYRON, Maire

Etaient présents, Messieurs :

SANCHEZ B - MARSEILLES P - LEBEGUE J - MARCHAND G - TRAMIER J.F -
SABATIER T - CHARLES P - AIME N - CORNILLON D - BLANC D - MAUCCI D
Mesdames: ALTIER MA - BERNARD J - ROMANINI B - VICENTE V - ROS C -
GILLET N - GARCIA A - RIGGIO B - MARCHAND A - LLORET S

Procurations : BALBI F à PEYRON C

Absent(s) Excusé(s): ASTIER C - CASTELAS M - TRUC Y - LOPEZ M

Mr CHARLES Patrice a été nommé secrétaire de séance.

Considérant que le 23 Mars 2004, Monsieur PEREIRA a bénéficié d'une convention d'occupation gracieuse concernant la bande de terrain surplombant le canal de Pierrelatte, au droit de sa propriété,

Considérant que Monsieur PEREIRA a vendu sa propriété à Monsieur DALL'AVA Christian et Madame GORICAN-DALL'AVA Renate,

Considérant que la convention était personnelle et non transmissible, Monsieur DALL'AVA Christian et Madame GORICAN-DALL'AVA Renate sollicitent la mise à disposition de la parcelle B 364 et proposent d'en assurer l'entretien.

Monsieur le Maire soumet à l'assemblée une convention d'usage pour une durée de cinq années telle qu'annexée.

Il demande aux Membres de l'Assemblée de bien vouloir se prononcer sur cette question.

Le Conseil Municipal,
Où l'exposé de Monsieur le Maire,
Après en avoir délibéré,

APPROUVE à l'unanimité la convention d'usage à Monsieur DALL'AVA Christian et Madame GORICAN-DALL'AVA Renate pour la parcelle B 364.

AUTORISE le Maire à signer cette convention ainsi que toutes les pièces s'y rapportant.

Ainsi fait et délibéré,
Pour copie conforme,
Le Maire,
Christian PEYRON

NOMBRE DE MEMBRES

Afférents au Conseil: 27
En exercice : 27
Pris part à la Délibération : 23

DATE CONVOCATION

6 SEPTEMBRE 2022

DATE D'AFFICHAGE DE L'ORDRE DU JOUR

6 SEPTEMBRE 2022

OBJET DE LA DELIBERATION

CONVENTION
D'USAGE
D'UNE
PARCELLE
COMMUNALE

N° 86/2022

Voix pour : 23
Voix contre : 0
Abstention : 0

Acte transmis en Préfecture
Le 14 SEP. 2022

et publication ou affichage
du 15 SEP. 2022

Le délai de recours
contentieux devant le
Tribunal Administratif
territorialement
compétent contre la
présente délibération
est de 2 mois





DEPARTEMENT
du VAUCLUSE

Arrondissement
d'AVIGNON

Commune de MONDRAGON

Envoyé en préfecture le 14/09/2022

Reçu en préfecture le 14/09/2022

Affiché le

ID : 084-218400786-20220912-87_2022-DE

Feuillet n° 121/2022

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 12 SEPTEMBRE 2022

L'an deux mille vingt-deux, et le douze septembre,

à 18 heures 30, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances,

Sous la présidence de Monsieur Christian PEYRON, Maire

Etaient présents, Messieurs :

SANCHEZ B - MARSEILLES P - LEBEGUE J - MARCHAND G - TRAMIER J.F -
SABATIER T - CHARLES P - AIME N - CORNILLON D - BLANC D - MAUCCI D

Mesdames: ALTIER MA - BERNARD J - ROMANINI B - VICENTE V - ROS C -
GILLET N - GARCIA A - RIGGIO B - MARCHAND A - LLORET S

Procurations : BALBI F à PEYRON C

Absent(s) Excusé(s): ASTIER C - CASTELAS M - TRUC Y - LOPEZ M

Mr CHARLES Patrice a été nommé secrétaire de séance.

Monsieur le Maire informe les Membres de l'Assemblée qu'il convient de l'autoriser à signer les conventions de mise à disposition des salles municipales pour permettre aux associations locales suivantes de pratiquer leurs activités durant l'année scolaire 2022-2023 :

OBJET DE LA
DELIBERATION

CONVENTIONS
DE MISE A
DISPOSITION DE
LOCAUX
MUNICIPAUX
ENTRE LA
COMMUNE ET
LES
ASSOCIATIONS
LOCALES

N° 87/2022

Voix pour : 23
Voix contre : 0
Abstention : 0

Acte transmis en Préfecture
Le 14 SEP. 2022

et publication ou affichage
du 15 SEP. 2022

Le délai de recours
contentieux devant le
Tribunal Administratif
territorialement
compétent contre la
présente délibération
est de deux mois.

ASSOCIATIONS	SALLES
Apprendre des Anciens	Salle du rez-de-chaussée de l'Ile Vieille
CHCM	Espace Sportif: Salle de musculation et Salle Louise Michel
Cocktail Dance	Espace Associatif Marcel Pagnol : Salle Brégalloun
Forme et Bien-être	Espace Associatif Marcel Pagnol : Salle Raimu
Foyer Rural des Jeunes et d'Education Populaire	Espace Sportif: dojo « Pierre de Coubertin » Gymnase Espace Associatif Marcel Pagnol : Salles Brégalloun, Dolto et Raimu + bureau à l'étage Salle de poterie
Judo Club	Espace Sportif : Salle Pierre de Coubertin
Sporting Club	Gymnase
Tennis Club	Gymnase

Il rappelle que l'ensemble des locaux sont mis à disposition des associations à titre gratuit. Les conventions et plannings sont joints en annexe.



Envoyé en préfecture le 14/09/2022

Reçu en préfecture le 14/09/2022

Affiché le

Berger
Levrault

ID : 084-218400786-20220912-87_2022-DE

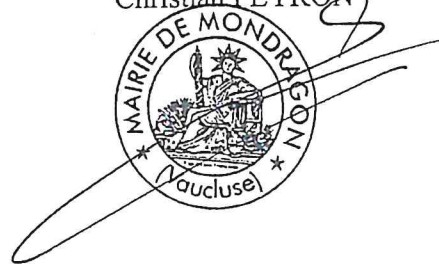
Il demande aux Membres de l'Assemblée de bien vouloir se prononcer sur cette question.

Le Conseil Municipal,
Où l'exposé de Monsieur le Maire,
Après en avoir délibéré,

APPROUVE à l'unanimité les conventions de mise à disposition des locaux municipaux à titre gratuit avec les associations précitées pour l'année scolaire 2022-2023.

AUTORISE le Maire à signer ces conventions ainsi que toutes les pièces s'y rapportant.

Ainsi fait et délibéré,
Pour copie conforme,
Le Maire,
Christian PEYRON






DEPARTEMENT
du VAUCLUSE

Arrondissement
d'AVIGNON

Commune de MONDRAGON

Envoyé en préfecture le 14/09/2022
Reçu en préfecture le 14/09/2022
Affiché le 
ID : 084-218400786-20220912-88_2022-DE

Feuillet n° 122/2022

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 12 SEPTEMBRE 2022

L'an deux mille vingt-deux, et le douze septembre,

à 18 heures 30, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances,

Sous la présidence de Monsieur Christian PEYRON, Maire

Etaient présents, Messieurs :

SANCHEZ B - MARSEILLES P - LEBEGUE J - MARCHAND G - TRAMIER J.F -
SABATIER T - CHARLES P - AIME N - CORNILLON D - BLANC D - MAUCCI D
Mesdames: ALTIER MA - BERNARD J - ROMANINI B - VICENTE V - ROS C -
GILLET N - GARCIA A - RIGGIO B - MARCHAND A - LLORET S

Procurations : BALBI F à PEYRON C

Absent(s) Excusé(s): ASTIER C - CASTELAS M - TRUC Y - LOPEZ M

NOMBRE DE MEMBRES

Afférents au Conseil: 27
En exercice : 27
Pris part à la Délibération : 23

DATE CONVOCATION

6 SEPTEMBRE 2022

DATE D'AFFICHAGE DE L'ORDRE DU JOUR

6 SEPTEMBRE 2022

OBJET DE LA DELIBERATION

Convention de
mise à disposition
d'un bureau à
Association « Le
pied à l'étrier » -
ABROGE la
délibération
n°8/2022 du
24/01/2022

N° 88/2022

Voix pour : 23
Voix contre : 0
Abstention : 0

Acte transmis en Préfecture
Le 14 SEP. 2022

et publication ou affichage
du 15 SEP. 2022

Le délai de recours
contentieux devant le
Tribunal Administratif
territorialement
compétent contre la
présente délibération
est de deux mois



Mr CHARLES Patrice a été nommé secrétaire de séance.
Monsieur le Maire rappelle la délibération n°8/2022 du 24 Janvier 2022
par laquelle la commune mettait à disposition des locaux à l'association
« Coup de Pouce », association Loi 1901 conventionnée par la DIRECCTE
84 et agréée pour intervenir auprès des particuliers sous le n° SAP
379890536 et dont l'objectif est d'accompagner les personnes en situation
de chômage de longue durée, les bénéficiaires du RSA et les jeunes sans
qualification du monde du travail.

La nouvelle association conventionnée par la DIRECCTE 84 est à présent
l'association « Le pied à l'étrier », il est par conséquent nécessaire d'établir
une nouvelle convention telle qu'annexée.

Il sollicite l'avis des Membres de l'Assemblée sur le projet de convention
annexé à la présente délibération, l'abrogation de la délibération n°8/2022
du 24 Janvier 2022 ainsi que leur autorisation pour la signer.

Le Conseil Municipal,
Où l'exposé de Monsieur le Maire,
Après en avoir délibéré,

APPROUVE la convention relative à la mise à disposition de locaux à
l'association « Le pied à l'étrier », association Loi 1901 conventionnée par
la DIRECCTE 84 et agréée pour intervenir auprès des particuliers sous le
n°SAP 379890536 et dont l'objectif est d'accompagner les personnes en
situation de chômage de longue durée, les bénéficiaires du RSA et les
jeunes sans qualification du monde du travail.

ABROGE la délibération n°8/2022 du 24 Janvier 2022 ainsi que la
convention associée avec l'association « Coup de pouce ».

AUTORISE le Maire à signer cette convention ainsi que toutes les pièces
s'y rapportant.

Ainsi fait et délibéré,
Pour copie conforme,
Le Maire,
Christian PEYRON





DEPARTEMENT
du VAUCLUSE

Arrondissement
d'AVIGNON

Commune de MONDRAGON

Envoyé en préfecture le 14/09/2022

Reçu en préfecture le 14/09/2022

Affiché le

ID : 084-218400786-20220912-89_2022-DE



Feuillet n° 123/2022

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 12 SEPTEMBRE 2022

L'an deux mille vingt-deux, et le douze septembre,

à 18 heures 30, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances,

Sous la présidence de Monsieur Christian PEYRON, Maire

Etaient présents, Messieurs :

SANCHEZ B - MARSEILLES P - LEBEGUE J - MARCHAND G - TRAMIER J.F -
SABATIER T - CHARLES P - AIME N - CORNILLON D - BLANC D - MAUCCI D
Mesdames: ALTIER MA - BERNARD J - ROMANINI B - VICENTE V - ROS C -
GILLET N - GARCIA A - RIGGIO B - MARCHAND A - LLORET S

Procurations : BALBI F à PEYRON C

Absent(s) Excusé(s): ASTIER C - CASTELAS M - TRUC Y - LOPEZ M

Mr CHARLES Patrice a été nommé secrétaire de séance.

Monsieur le Maire rappelle aux membres de l'Assemblée que par délibération n°174/2020 du 30 Novembre 2020 le règlement intérieur concernant l'utilisation de la salle des fêtes par des particuliers mondragonnais a été adopté.

Considérant qu'une entreprise privée installée sur la commune propose une location de salle aux particuliers,
Considérant que la ferme de l'Ile Vieille est mise à disposition des particuliers,

Considérant que la location de la salle des fêtes à des particuliers a parfois généré des troubles à l'ordre public,
Considérant que les demandes d'occupation de la salle des fêtes par les services municipaux, les associations et les entreprises sont de plus en plus nombreuses,

Il est proposé de ne plus louer la salle des fêtes aux particuliers à compter du 1^{er} Octobre 2022.

Il demande aux Membres de l'Assemblée de bien vouloir abroger la délibération n°174/2020 du 30 Novembre 2020.

Le Conseil Municipal,
Où l'exposé de Monsieur le Maire,
Après en avoir délibéré,

APPROUVE à l'unanimité l'abrogation du règlement intérieur d'utilisation de la salle des fêtes par des particuliers mondragonnais à compter du 1^{er} octobre 2022.

Ainsi fait et délibéré,
Pour copie conforme
Le Maire,
Christian PEYRON

NOMBRE DE MEMBRES

Afférents au Conseil: 27
En exercice : 27
Pris part à la Délibération : 23

DATE CONVOCATION

6 SEPTEMBRE 2022

DATE D'AFFICHAGE DE L'ORDRE DU JOUR

6 SEPTEMBRE 2022

OBJET DE LA DELIBERATION

REGLEMENT
INTERIEUR
UTILISATION DE
LA SALLE DES
FÊTES PAR DES
PARTICULIERS
ABROGE ET NON
REMPLACE

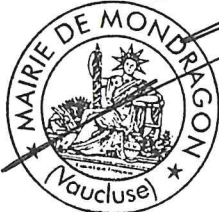
N° 89/2022

Voix pour : 18
Voix contre : 0
Abstention : 5

Acte transmis en Préfecture
Le 14 SEP. 2022

et publication ou affichage
du 15 SEP. 2022

Le délai de recours
contentieux devant le
Tribunal Administratif
territorialement
compétent contre la
présente délibération
est de deux mois.





DEPARTEMENT
du VAUCLUSE

Arrondissement
d'AVIGNON

Commune de MONDRAGON

Envoyé en préfecture le 14/09/2022

Reçu en préfecture le 14/09/2022

Affiché le

ID : 084-218400786-20220912-90_2022-DE

Feuillet n° 124/2022

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 12 SEPTEMBRE 2022

L'an deux mille vingt-deux, et le douze septembre,

à 18 heures 30, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances,

Sous la présidence de Monsieur Christian PEYRON, Maire

Etaient présents, Messieurs :

SANCHEZ B - MARSEILLES P - LEBEGUE J - MARCHAND G - TRAMIER J.F -
SABATIER T - CHARLES P - AIME N - CORNILLON D - BLANC D - MAUCCI D
Mesdames: ALTIER MA - BERNARD J - ROMANINI B - VICENTE V - ROS C -
GILLET N - GARCIA A - RIGGIO B - MARCHAND A - LLORET S

Procurations : BALBI F à PEYRON C

Absent(s) Excusé(s): ASTIER C - CASTELAS M - TRUC Y - LOPEZ M

Mr CHARLES Patrice a été nommé secrétaire de séance.

NOMBRE DE MEMBRES

Afférents au Conseil: 27
En exercice : 27
Pris part à la Délibération : 23

DATE CONVOCATION

6 SEPTEMBRE 2022

DATE D'AFFICHAGE DE L'ORDRE DU JOUR

6 SEPTEMBRE 2022

OBJET DE LA DELIBERATION

TARIFS DE LA
LOCATION DE
LA SALLE DES
FÊTES - TARIFS
APPLICABLES A
PARTIR DU
1/10/2022

N° 90/2022

Voix pour : 23
Voix contre : 0
Abstention : 0

Acte transmis en Préfecture
Le 14 SEP. 2022

et publication ou affichage
du 15 SEP. 2022

Le délai de recours
contentieux devant le
Tribunal Administratif
territorialement
compétent contre la
présente délibération
est de deux mois



Le Maire rappelle aux Membres de l'Assemblée que par délibération N°143/2021 du 22 Novembre 2021, les tarifs de location de la Salle des Fêtes avaient été fixés à partir du 1^{er} Janvier 2022.

Compte tenu de la décision de ne plus louer la salle des fêtes à compter du 1^{er} Octobre 2022 aux particuliers mondragonnais pour les mariages et les anniversaires de mariage, il convient de supprimer cette tarification.

Il est proposé d'abroger la délibération N°143/2021 du Conseil Municipal du 22 Novembre 2021 et d'approuver les tarifs suivants qui restent inchangés :

1. Associations et Amicales Mondragonaises

(1.0) Activités ouvertes au public : gratuite.

(1.1) Activités non ouvertes au public

1.1(1)- Gratuité pour les 1^{ère} et 2^{ème} réservations annuelles

1.1(2)- Réservations suivantes : 235,00 €

2. Entreprises Locales

1 jour : 500,00 €

Journée supplémentaire : 245,00 €

3. Entreprises extérieures - 50 salariés

1 jour : 750,00 €

Journée supplémentaire : 410,00 €

4. Entreprises extérieures + 50 salariés

1 jour : 1 275,00 €

Journée supplémentaire : 700,00 €

5. Associations extérieures

1 jour :	535,00 €
Journée supplémentaire :	320,00 €

Il est demandé une caution de **1000,00 €** aux réservataires.

Une 2^{ème} caution de **100,00 €** spécifique aux états des lieux et entretien est demandée aux réservataires.

Une 3^{ème} caution de **50,00 €** conditionnée à la présence à l'état des lieux entrant et sortant est demandée aux réservataires.

Les réservations pour les fêtes de fin d'année seront examinées séparément et tiendront compte du caractère public de la manifestation.

Il demande aux Membres de l'Assemblée de bien vouloir se prononcer sur cette question.

Le Conseil Municipal,
Où l'exposé de Monsieur le Maire,
Après en avoir délibéré,

DÉCIDE à l'unanimité d'abroger la délibération N°143/2021 du Conseil Municipal du 22 Novembre 2021.

APPROUVE à l'unanimité les tarifs décrits préalablement applicables à partir du 1^{er} Octobre 2022.

AUTORISE le Maire à signer le règlement d'utilisation de la Salle des Fêtes suivant les conditions financières énumérées ci-dessus.

Ainsi fait et délibéré,
Pour copie conforme,
Le Maire,
Christian PEYRON





DEPARTEMENT
du VAUCLUSE

Arrondissement
d'AVIGNON

Commune de MONDRAGON

Envoyé en préfecture le 14/09/2022

Reçu en préfecture le 14/09/2022

Affiché le

ID : 084-218400786-20220912-91_2022-DE

Feuillet n° 125/2022

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 12 SEPTEMBRE 2022

L'an deux mille vingt-deux, et le douze septembre,

à 18 heures 30, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances,

Sous la présidence de Monsieur Christian PEYRON, Maire

Etaient présents, Messieurs :

SANCHEZ B - MARSEILLES P - LEBEGUE J - MARCHAND G - TRAMIER J.F -
SABATIER T - CHARLES P - AIME N - CORNILLON D - BLANC D - MAUCCI D
Mesdames: ALTIER MA - BERNARD J - ROMANINI B - VICENTE V - ROS C -
GILLET N - GARCIA A - RIGGIO B - MARCHAND A - LLORET S

Procurations : BALBI F à PEYRON C

Absent(s) Excusé(s): ASTIER C - CASTELAS M - TRUC Y - LOPEZ M

Mr CHARLES Patrice a été nommé secrétaire de séance.

NOMBRE DE MEMBRES

Afférents au Conseil: 27
En exercice : 27
Pris part à la Délibération : 23

DATE CONVOCATION

6 SEPTEMBRE 2022

DATE D'AFFICHAGE DE L'ORDRE DU JOUR

6 SEPTEMBRE 2022

OBJET DE LA DELIBERATION

CHARTES DES
MARIAGES

Des événements portant atteinte à la tranquillité publique sont à déplorer en marge d'un mariage célébré en Mairie récemment. Des faits similaires se sont produits dans le passé. Les élus déplorent aussi le non-respect des horaires fixés des cérémonies.

Dans ces conditions, il est proposé d'adopter une charte des mariages, telle qu'annexée, qui s'adresse aux futurs époux, leurs familles et leurs invités.

Elle vient préciser les règles liées à l'accès à l'Hôtel de Ville, le stationnement, le déroulement de la cérémonie et le cortège.

Ce document sera signé par les futurs époux.

Il demande aux Membres de l'Assemblée de bien vouloir se prononcer sur cette question.

Le Conseil Municipal,
Où l'exposé de Monsieur le Maire,
Après en avoir délibéré,

APPROUVE à l'unanimité la charte des mariages telle qu'annexée.

Ainsi fait et délibéré,
Pour copie conforme,
Le Maire,
Christian PEYRON

Le délai de recours
contentieux devant le
Tribunal Administratif
territorialement
compétent contre la
présente délibération
est de deux mois.





DEPARTEMENT
du VAUCLUSE

Arrondissement
d'AVIGNON

Commune de MONDRAGON

Envoyé en préfecture le 14/09/2022

Reçu en préfecture le 14/09/2022

Affiché le

Berger
Levrault

ID : 084-218400786-20220912-92_2022-DE

Feuillet n° 126/2022

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 12 SEPTEMBRE 2022

L'an deux mille vingt-deux, et le douze septembre,

à 18 heures 30, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances,

Sous la présidence de Monsieur Christian PEYRON, Maire

Etaient présents, Messieurs :

SANCHEZ B - MARSEILLES P - LEBEGUE J - MARCHAND G - TRAMIER J.F -
SABATIER T - CHARLES P - AIME N - CORNILLON D - BLANC D - MAUCCI D
Mesdames: ALTIER MA - BERNARD J - ROMANINI B - VICENTE V - ROS C -
GILLET N - GARCIA A - RIGGIO B - MARCHAND A - LLORET S

Procurations : BALBI F à PEYRON C

Absent(s) Excusé(s): ASTIER C - CASTELAS M - TRUC Y - LOPEZ M

Mr CHARLES Patrice a été nommé secrétaire de séance.

Monsieur le Maire rappelle au conseil municipal que la commune adhère au SYNDICAT DÉPARTEMENTAL DE TÉLÉVISION DE LA DRÔME dont l'objet est d'assurer l'installation, l'entretien et la gestion des émetteurs TNT sur le territoire de ses membres.

Les statuts actuels du SDTV datent de 1991.

La préfecture a ainsi demandé au Syndicat de bien vouloir procéder aux modifications adéquates et de délibérer sur des statuts actualisés, non seulement pour prendre en compte les évolutions législatives intervenues depuis 1991 mais également pour mettre les statuts en conformité avec les retraits et les adhésions de certains membres intervenus depuis cette date.

Il rappelle, à cet égard, que le SDTV est un syndicat mixte fermé au sens des articles L. 5711-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales. Les statuts actualisés ont donc été rédigés conformément à ces dispositions.

De même, il précise que, conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales, cette modification suppose :

1/ une délibération du Comité syndical se prononçant sur la modification statutaire ;

2/ l'accord des organes délibérant des membres du Syndicat se prononçant dans les conditions de majorité requises pour la création de l'établissement, soit les deux tiers au moins des organes délibérants des membres représentant plus de la moitié de la population totale de ceux-ci, soit la moitié au moins des organes délibérants des membres représentant les deux tiers de la population.

NOMBRE DE MEMBRES

Afférents au Conseil: 27
En exercice : 27
Pris part à la Délibération : 23

DATE CONVOCATION

6 SEPTEMBRE 2022

DATE D'AFFICHAGE DE L'ORDRE DU JOUR

6 SEPTEMBRE 2022

OBJET DE LA DELIBERATION

ACCORD
PORTANT SUR
LES
MODIFICATIONS
APPORTÉES AUX
STATUTS DU
SYNDICAT
DÉPARTEMENTAL
DE TÉLÉVISION
DE LA DRÔME

N° 92/2022

Voix pour : 23

Voix contre : 0

Abstention : 0

Acte transmis en Préfecture

Le 14 SEP. 2022

et publication ou affichage

du 15 SEP. 2022

Le délai de recours
contentieux devant le
Tribunal Administratif
territorialement
compétent contre la
présente délibération
est de deux mois.



Cette majorité doit également comprendre l'accord des membres dont la population est supérieure au quart de la population totale du syndicat.

Les communes et EPCI membres du syndicat disposent d'un délai de 3 mois, à compter de la date de la notification de la délibération du SDTV qui leur sera faite, pour se prononcer. A défaut, leur décision sera réputée favorable.

3/ les nouveaux statuts du SDTV entreront en vigueur à compter de l'arrêté préfectoral approuvant la modification statutaire.

Le projet de statuts modifiés est joint à la présente délibération.

En conséquence, il est proposé au conseil municipal :

- D'approuver les modifications statutaires du SDTV visant à les mettre en conformité avec la loi ainsi qu'avec les évolutions de son périmètre géographique ;
- D'autoriser Monsieur le Maire à prendre les mesures liées à l'exécution de la présente délibération ;
- D'autoriser Monsieur le Maire à signer toute pièce de nature administrative, technique ou financière nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Municipal,
Où l'exposé de Monsieur le Maire,
Après en avoir délibéré,

APPROUVE les modifications statutaires du SDTV visant à les mettre en conformité avec la loi ainsi qu'avec les évolutions de son périmètre géographique.

AUTORISE Monsieur le Maire à prendre les mesures liées à l'exécution de la présente délibération.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer toute pièce de nature administrative, technique ou financière nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré,
Pour copie conforme,
Le Maire,
Christian PEYRON





DEPARTEMENT
du VAUCLUSE

Arrondissement
d'AVIGNON

Commune de MONDRAGON

Envoyé en préfecture le 14/09/2022

Reçu en préfecture le 14/09/2022

Affiché le

ID : 084-218400786-20220912-93_2022-DE

Feuillet n° 127/2022

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 12 SEPTEMBRE 2022

L'an deux mille vingt-deux, et le douze septembre,

à 18 heures 30, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances,

Sous la présidence de Monsieur Christian PEYRON, Maire

Etaient présents, Messieurs :

SANCHEZ B - MARSEILLES P - LEBEGUE J - MARCHAND G - TRAMIER J.F -
SABATIER T - CHARLES P - AIME N - CORNILLON D - BLANC D - MAUCCI D
Mesdames: ALTIER MA - BERNARD J - ROMANINI B - VICENTE V - ROS C -
GILLET N - GARCIA A - RIGGIO B - MARCHAND A - LLORET S

Procurations : BALBI F à PEYRON C

Absent(s) Excusé(s): ASTIER C - CASTELAS M - TRUC Y - LOPEZ M

Mr CHARLES Patrice a été nommé secrétaire de séance.

NOMBRE DE MEMBRES

Afférents au Conseil: 27
En exercice : 27
Pris part à la Délibération : 23

DATE CONVOCATION

6 SEPTEMBRE 2022

DATE D'AFFICHAGE DE L'ORDRE DU JOUR

6 SEPTEMBRE 2022

OBJET DE LA DELIBERATION

INCORPORATION
DANS LE
DOMAINE
COMMUNAL
D'UN BIEN
VACANT ET
SANS MAÎTRE -
PARCELLE
B N°107

N° 93/2022

Voix pour : 22
Voix contre : 0
Abstention : 1

Acte transmis en Préfecture
Le 14 SEP. 2022

et publication ou affichage
du 15 SEP. 2022

Le délai de recours
contentieux devant le
Tribunal Administratif
territorialement
compétent contre la
présente délibération
est de deux mois



Vu la loi n°2004-809 du 13 Août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales et notamment son article 147,

Vu les articles L.1123-1 et suivants du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

Vu l'article 713 du Code Civil,

Vu la délibération n°17/2022 du 21 Février 2022 relative au lancement de la procédure des biens vacants et sans maîtres,

Vu l'arrêté municipal n°119/2022 du 24 Février 2022 constatant la situation juridique de la parcelle cadastrée section B n°107 abandonnée sur le territoire de la commune de Mondragon.

Considérant que le délai de 6 mois d'affichage a expiré et que les mesures de publicité ont été effectuées conformément à la loi,

Considérant qu'après recherches auprès du Service de la Publicité Foncière d'AVIGNON, aucune formalité n'est indiquée au registre des dépôts concernant l'immeuble requis,

Considérant qu'aucun propriétaire ne s'est manifesté.

Monsieur Le Maire indique aux Membres de l'Assemblée qu'il est nécessaire de procéder à l'incorporation dans le domaine communal du bien immobilier ci-après désigné :

Section et n°	Lieudit	Nature	Superficie
B n°107	Le Maupas	Bois	3 930 m²

Envoyé en préfecture le 14/09/2022

Reçu en préfecture le 14/09/2022

Affiché le

ID : 084-218400786-20220912-93_2022-DE

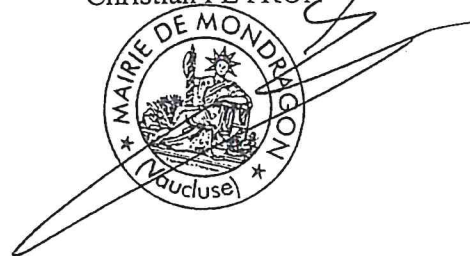


Le Conseil Municipal,
Où l'exposé de Monsieur le Maire,
Après en avoir délibéré,

AUTORISE à l'unanimité Monsieur le Maire à prendre l'arrêté d'incorporation dans le domaine communal du bien sans maître vacant énuméré ci-dessus.

CHARGE Monsieur le Maire d'engager tous les frais d'honoraires nécessaires à l'enregistrement des actes et l'autorise à signer toutes les pièces relatives à ce dossier.

Ainsi fait et délibéré,
Pour copie conforme,
Le Maire,
Christian PEYRON





DEPARTEMENT
du VAUCLUSE

Arrondissement
d'AVIGNON

Commune de MONDRAGON

Envoyé en préfecture le 14/09/2022

Reçu en préfecture le 14/09/2022

Affiché le

ID : 084-218400786-20220912-94_2022-DE

Feuillet n° 128/2022

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 12 SEPTEMBRE 2022

L'an deux mille vingt-deux, et le douze septembre,

à 18 heures 30, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances,

Sous la présidence de Monsieur Christian PEYRON, Maire

Etaient présents, Messieurs :

SANCHEZ B - MARSEILLES P - LEBEGUE J - MARCHAND G - TRAMIER J.F -
SABATIER T - CHARLES P - AIME N - CORNILLON D - BLANC D - MAUCCI D
Mesdames: ALTIER MA - BERNARD J - ROMANINI B - VICENTE V - ROS C -
GILLET N - GARCIA A - RIGGIO B - MARCHAND A - LLORET S

Procurations : BALBI F à PEYRON C

Absent(s) Excusé(s): ASTIER C - CASTELAS M - TRUC Y - LOPEZ M

Mr CHARLES Patrice a été nommé secrétaire de séance.

NOMBRE DE MEMBRES

Afférents au Conseil: 27
En exercice : 27
Pris part à la Délibération : 23

DATE CONVOCATION

6 SEPTEMBRE 2022

DATE D'AFFICHAGE DE L'ORDRE DU JOUR

6 SEPTEMBRE 2022

OBJET DE LA DELIBERATION

ACQUISITION
IMMOBILIERE DE
LA PARCELLE
CADASTREE
SECTION ZO N°660
AUX CONSORTS
EYSSERIC
ET DROITS ET
PORTIONS
INDIVISES DU
CHEMIN D'ACCES

N° 94/2022

Voix pour : 23
Voix contre : 0
Abstention : 0

Acte transmis en Préfecture
Le 14 SEP. 2022

et publication ou affichage
du 15 SEP. 2022

Le délai de recours
contentieux devant le
Tribunal Administratif
territorialement
compétent contre la
présente délibération
est de deux mois.



Vu l'article 1.2241-1 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif à la gestion des biens et aux opérations immobilières,

Vu l'article 1.1111-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques relatif aux acquisitions amiables,

Vu l'article 1.1211-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, et les articles 1.1311-9 et 1.1311-10 du Code Général des Collectivités Territoriales relatifs à la consultation préalable de l'autorité compétente de l'état dans le cadre d'opérations immobilières,

Vu l'article 1.1212-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques relatif à la passation des actes,

Vu l'article 1593 du Code Civil relatif aux frais d'acte notarié,

Vu le projet de créer une résidence pour les seniors sur la commune validé en commission Travaux et en commission Affaires sociales en date du 20 Mars 2021,

Vu la délibération 93/2021 du Conseil municipal du 12 Juillet 2021 approuvant l'acquisition de 5400m² de la parcelle section ZO n°538, située Gour du Bidon, moyennant un montant de CENT CINQUANTE MILLE EUROS (150 000 €).

Considérant que la division foncière a laissé apparaître une section de terrain attenant (à savoir une partie de la parcelle ZO 384) et qu'il y avait lieu de l'incorporer dans le projet.

Considérant que la parcelle ZO 384 a été divisée en 2 et que la partie attenante au terrain acquis par la commune est à présent la parcelle ZO 660 d'une superficie de 96 m²,

Envoyé en préfecture le 14/09/2022

Reçu en préfecture le 14/09/2022

Affiché le



ID : 084-218400786-20220912-94_2022-DE

Considérant qu'il convient de céder à la commune les droits et portions indivises du chemin permettant l'accès aux biens vendus depuis la route nationale 7 à savoir :

Section	N°	Lieudit	Surface
ZO	316	LE GOUR DU BIDON	00 ha 00 a 19 ca
ZO	317	LE GOUR DU BIDON	00 ha 01 a 41 ca
ZO	321	LE GOUR DU BIDON	00 ha 03 a 80 ca
I	1134	GOUR DU BIDON	00 ha 01 a 10 ca
I	1140	GOUR DU BIDON	00 ha 00 a 21 ca

Considérant que les consorts EYSSERIC souhaitent céder à la commune la parcelle ZO 360 et les droits et portions indivises (à hauteur d'un tiers) du chemin moyennant l'euro symbolique,

Considérant que le montant de cette acquisition ne nécessite pas une consultation de France domaine,

Monsieur le Maire propose aux Membres du Conseil Municipal d'acquérir la parcelle ZO 660 d'une superficie de 96 m² et le tiers des parcelles du chemin moyennant l'euro symbolique.

Il demande aux Membres de l'Assemblée de se positionner sur cette question.

Le Conseil Municipal,
Où l'exposé de Monsieur le Maire,
Après en avoir délibéré,

DÉCIDE à l'unanimité d'acquérir moyennant l'euro symbolique les biens et droits immobiliers ci-après désignés :

Un terrain figurant ainsi au cadastre :

Section	N°	Lieudit	Surface
ZO	660	LE GOUR DU BIDON	00 ha 00 a 96 ca

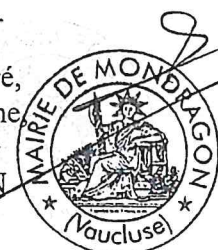
Les parts et portions indivises de plusieurs parcelles à usage de chemin, route et autre accès lieudit le Gour du Bidon figurant ainsi au cadastre :

Section	N°	Lieudit	Surface
ZO	316	LE GOUR DU BIDON	00 ha 00 a 19 ca
ZO	317	LE GOUR DU BIDON	00 ha 01 a 41 ca
ZO	321	LE GOUR DU BIDON	00 ha 03 a 80 ca
I	1134	GOUR DU BIDON	00 ha 01 a 10 ca
I	1140	GOUR DU BIDON	00 ha 00 a 21 ca

La quote part indivise cédée sera de un tiers (1/3).

AUTORISE à l'unanimité le Maire à signer l'acte notarié, qui sera passé en la forme authentique aux frais de la commune de Mondragon, et à signer tous les actes relatifs à l'acquisition de ces parcelles. L'ensemble des droits, frais et taxes seront à la charge exclusive de la commune de Mondragon qui s'y engage expressément.

Ainsi fait et délibéré,
Pour copie conforme
Le Maire,
Christian PEYRON





DEPARTEMENT
du VAUCLUSE

Arrondissement
d'AVIGNON

Commune de MONDRAGON

Envoyé en préfecture le 14/09/2022

Reçu en préfecture le 14/09/2022

Affiché le

Berger
Levrault

ID : 084-218400786-20220912-95_2022-DE

Feuillet n° 129/2022

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 12 SEPTEMBRE 2022

L'an deux mille vingt-deux, et le douze septembre,

à 18 heures 30, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances,

Sous la présidence de Monsieur Christian PEYRON, Maire

Etaient présents, Messieurs :

SANCHEZ B - MARSEILLES P - LEBEGUE J - MARCHAND G - TRAMIER J.F -
SABATIER T - CHARLES P - AIME N - CORNILLON D - BLANC D - MAUCCI D
Mesdames: ALTIER MA - BERNARD J - ROMANINI B - VICENTE V - ROS C -
GILLET N - GARCIA A - RIGGIO B - MARCHAND A - LLORET S

Procurations : BALBI F à PEYRON C

Absent(s) Excusé(s): ASTIER C - CASTELAS M - TRUC Y - LOPEZ M

Mr CHARLES Patrice a été nommé secrétaire de séance.

NOMBRE DE MEMBRES

Afférents au Conseil: 27
En exercice : 27
Pris part à la Délibération : 23

DATE CONVOCATION

6 SEPTEMBRE 2022

DATE D'AFFICHAGE DE L'ORDRE DU JOUR

6 SEPTEMBRE 2022

OBJET DE LA DELIBERATION

REVERSEMENT DE
LA TAXE
D'AMÉNAGEMENT
PROVENANT DES
ZONES
D'ACTIVITÉS
ÉCONOMIQUES A
LA CCRLP

N° 95/2022

Voix pour : 23
Voix contre : 0
Abstention : 0

Acte transmis en Préfecture

Le 14 SEP. 2022

et publication ou affichage
du 15 SEP. 2022

Le délai de recours
contentieux devant le
Tribunal Administratif
territorialement
compétent contre la
présente délibération
est de deux mois.



Vu l'article 155 de la loi n° 2020-1721 du 29 Décembre 2020 de finances pour 2021 qui est venu modifier les modalités de gestion de la taxe d'aménagement,

Vu le décret n°2021-1452 du 04 Novembre 2021 pris en application également de l'article 155 de la loi de finances initiale pour 2021, portant sur la sectorisation des taux de taxe d'aménagement,

Vu l'article 109 de la loi n° 2021-1900 du 30 Décembre 2021 de finances pour 2022 qui rend obligatoire le reversement de tout ou partie de la taxe d'aménagement entre communes membres et EPCI à fiscalité propre compte tenu de la charge des équipements publics assumés par chacune des collectivités concernées, et ce sur la base de délibérations concordantes entre communes et EPCI visant à fixer lesdites modalités de reversement,

Vu l'ordonnance du 14 Juin 2022 (NOR : ECOE2206797R) prise en application, à la fois de l'article 109 de la loi de finances pour 2022 susvisé, mais également de l'article 155 de la loi de finances pour 2021, relative au transfert à la DGFIP de la gestion de la taxe d'aménagement et de la part logement de la redevance d'archéologie préventive. Ladite ordonnance modifie, par ailleurs, la codification des articles afférents à la taxe d'aménagement mais également les dates de délibérations qui lui sont attachées,

Vu la délibération municipale n°144/2011 du 24 Octobre 2011 fixant le taux de la taxe d'aménagement,

Vu le projet de convention de reversement de la taxe d'aménagement à la Communauté de Communes Rhône Lez Provence, tel qu'annexé,

Considérant que la taxe d'aménagement est un impôt local perçu par les communes. Elle concerne les opérations de construction, reconstruction et agrandissement d'un bâtiment, les installations ou aménagements de toute nature, nécessitant l'obtention d'une des autorisations d'urbanisme suivantes :

- permis de construire
- permis d'aménager
- autorisation préalable,

Considérant que la commune par délibération en date du 24 Octobre 2011 a institué un taux de taxe d'aménagement de 5% sur l'ensemble du territoire communal, qu'elle n'a pas accordé d'exonération facultative et n'a pas souhaité instituer de versement sous densité,

Considérant que jusqu'alors facultatif, le partage de la taxe d'aménagement au sein du bloc communal devient obligatoire tel que prévu à l'article 109 de la loi de finances pour 2022. Cet article 109 indique en effet que « si la taxe d'aménagement est perçue par les communes membres, un reversement de tout ou partie de la taxe d'aménagement à l'EPCI est obligatoire (compte tenu de la charge des équipements publics relevant de leurs compétences) »,

Considérant que tout ou partie de la taxe perçue par la commune peut être versée à l'EPCI dont elle est membre, compte tenu de la charge des équipements publics relevant, sur le territoire de cette commune, de leurs compétences, dans les conditions prévues par délibérations concordantes du Conseil Municipal et de l'organe délibérant de l'EPCI,

Considérant que le taux de taxe d'aménagement appliqué sur les Zones d'Activités Economiques de la commune est à 5%, qu'aucune exonération facultative n'est accordée et n'a pas institué de versement sous densité.

Le reversement de la taxe d'aménagement par les communes membres qui la perçoivent à la Communauté de Communes Rhône Lez Provence pour les exercices 2022 et 2023 portera uniquement sur les opérations d'aménagement, de construction, de reconstruction et d'agrandissement de bâtiments ou d'installations, nécessitant une autorisation d'urbanisme, situées en Zones d'activités économiques et Zones d'Aménagement Concerté.

Au regard des dépenses d'équipements publics supportées par la Communauté de Communes principalement sur les Zones d'Activités Economiques et Zones d'Aménagement Concerté, la commune de Mondragon pourrait reverser à la Communauté de Communes Rhône Lez Provence pour l'année 2022 et l'année 2023 :

- 100 % du produit de la taxe d'aménagement perçue sur les zones d'activités économiques (ZAE)
- 70% du produit de la taxe d'aménagement perçue sur les zones d'aménagement concerté (ZAC)

Envoyé en préfecture le 14/09/2022

Reçu en préfecture le 14/09/2022

Affiché le

ID : 084-218400786-20220912-95_2022-DE

Berger
Levrault

Reunion n° 150/2022

Le reversement de la taxe d'aménagement en dehors des zones d'Activités Economiques ou d'Aménagement Concerté fera l'objet d'une détermination pour l'année 2024 au plus tard le 1^{er} Juillet 2023 en fonction des dépenses d'équipements publics supportées par la Communauté de Communes sur chaque commune membre.

Il demande aux Membres de l'Assemblée de bien vouloir se prononcer sur cette question.

Le Conseil Municipal,
Où l'exposé de Monsieur le Maire,
Après en avoir délibéré,

DÉCIDE à l'unanimité de reverser à la Communauté de Communes Rhône Lez Provence 100 % du produit de la taxe d'aménagement perçue sur les Zones d'Activités Economiques (ZAE) et 70% du produit de la taxe d'aménagement perçue sur les Zones d'Aménagement Concerté (ZAC) selon les modalités fixées dans la convention de reversement telle qu'annexée.

AUTORISE le Maire à signer toutes les pièces relatives à ce dossier.

Ainsi fait et délibéré,
Pour copie conforme,
Le Maire,
Christian PEYRON



Envoyé en préfecture le 14/09/2022

Reçu en préfecture le 14/09/2022

Affiché le



ID : 084-218400786-20220912-95_2022-DE